

Brochure n° 3179

Convention collective nationale

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

ACCORD DU 13 MAI 2009

RELATIF AU FONCTIONNEMENT ET AU FINANCEMENT DU PARITARISME

NOR : *ASET0950748M*

IDCC : *1534*

PRÉAMBULE

Les organisations signataires du présent accord souhaitent structurer la négociation collective dans la branche et développer les actions de promotion et de valorisation de la profession.

Afin de permettre la poursuite des travaux et la concertation menées au sein des différentes structures paritaires nationales, il est apparu indispensable d'instituer des règles pour permettre le bon fonctionnement du paritarisme et de toiletter certaines dispositions de la convention collective pour tenir compte de l'évolution. En effet, les partenaires sociaux se sont accordés sur le principe de la nécessité de la mise à jour de certains articles de ladite convention qui méritaient d'être clarifiés, compte tenu de l'apparition de certaines difficultés d'interprétation qui ont été constatées.

Il est également apparu indispensable de donner aux instances de la profession les moyens financiers pour mener à bien leurs missions et faire face aux évolutions actuelles et à venir. En effet, les organisations signataires constatent que la négociation permanente de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes exige de nombreuses réunions, requiert la participation de représentants d'entreprises et de salariés qui contribuent à créer et à faire évoluer les textes des accords collectifs. Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés sont également amenées à participer aux réunions d'organismes à caractère officiel pour assurer la promotion et la valorisation de la profes-

sion dans le cadre de leurs fonctions syndicales. Etre acteurs de cette négociation entraîne donc pour les signataires des coûts de structure mais aussi un investissement en temps important.

Par ailleurs, une négociation de qualité repose sur la capacité de chaque organisation à faire évoluer la convention collective et implique donc nécessairement que les négociateurs soient informés et formés sur le contexte juridique et économique dans lequel elle évolue. Le droit social est de plus en plus dense et complexe et nécessite dans l'exercice des fonctions syndicales une expertise aux fins d'élaborer des textes adaptés à la branche.

Afin que la charge de fonctionnement du paritarisme, coûts de structures et exercice du syndicalisme, soit équitablement répartie entre toutes les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective, et afin de permettre l'information, le suivi et le développement des actions de la branche, en toute transparence, les organisations signataires ont décidé d'instituer un fonds de financement du paritarisme et d'instituer de nouvelles règles de fonctionnement du paritarisme.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de :

- définir les règles de fonctionnement des commissions paritaires nationales ;
- déterminer le rôle des différents acteurs dans les commissions paritaires nationales ;
- créer un fonds mutualisé visant à financer le paritarisme dans la négociation permanente de la convention collective et l'exercice du syndicalisme dans la profession ;
- déterminer les règles d'utilisation et d'affectation du fonds de financement du paritarisme.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux employeurs entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

TITRE I^{er}

FONCTIONNEMENT DU PARITARISME DANS LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

Article 3

Commissions paritaires nationales

3.1. Commission paritaire nationale de la négociation collective

La commission paritaire nationale de la négociation collective se compose des organisations professionnelles d'employeurs et de salariés signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes. Elle se réunit au moins 4 fois par an.

Chacune des organisations syndicales de salariés désigne au maximum 5 représentants (permanents des organisations syndicales de salariés compris) pour participer aux réunions de la commission paritaire nationale de la négociation collective.

Chacune des organisations professionnelles d'employeurs désigne au maximum 3 représentants (permanents des organisations d'employeurs compris) pour participer aux réunions de la commission paritaire nationale de la négociation collective.

La commission paritaire nationale de la négociation collective a pour missions de :

- négocier sur les thèmes obligatoires prévus par la loi, et notamment sur les salaires minima conventionnels ;
- proposer, rédiger et négocier des accords et avenants à la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes sur des thèmes de négociation émanant d'une organisation d'employeurs ou d'une organisation syndicale de salariés sans préjudice des thèmes obligatoires prévus par la loi ;
- assurer les formalités de publicité des accords et avenants à la convention collective nationale.

Les formalités administratives en vue du dépôt et de l'extension d'un accord sont exécutées par la partie la plus diligente conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, et notamment par l'organisation professionnelle d'employeurs à l'initiative de l'accord.

L'organisation qui s'est chargée de procéder aux formalités administratives en assure le suivi à l'ensemble des organisations de la commission paritaire nationale de la négociation collective en les informant de la date précise du dépôt et en leur communiquant les récépissés de dépôt et les arrêtés d'extension.

La commission paritaire nationale de la négociation collective élit en son sein pour 1 an un président issu de l'un des deux collèges, « employeurs » ou « salariés », avec alternance de collège chaque année. L'alternance entre organisations est également applicable au sein de chaque collège.

3.2. Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

L'accord du 7 avril 1994 portant création de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle est abrogé et remplacé par les dispositions prévues dans le présent paragraphe :

« La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle se réunit au moins 1 fois par an. Elle est composée de :

- 2 représentants maximum de chaque organisation syndicale de salariés signataire de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes (permanents des organisations syndicales de salariés compris) ;
- 2 représentants maximum de chaque organisation professionnelle d'employeurs signataire de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes (permanents des organisations d'employeurs compris).

La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle a pour missions de :

- définir les orientations prioritaires en matière de formation et de perfectionnement professionnels ;
- concevoir et développer les certificats de qualification professionnelle.

La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle élit en son sein pour 1 an un président issu de l'un des deux collèges, "employeurs" ou "salariés", avec alternance de collège chaque année. L'alternance entre organisations est également applicable au sein de chaque collège.

Les décisions que la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle rend dans le cadre de ses missions sont consignées dans un avis rédigé séance tenante et signé par les commissaires présents ou représentés. Celui-ci prend effet le jour de sa notification par la partie la plus diligente à l'ensemble des organisations signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes. Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les commissaires présents ou représentés, tous collèges confondus.

La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle rend compte des travaux réalisés auprès de la commission paritaire nationale de la négociation collective. »

3.3. Commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation

Les articles 65, 65 *bis* et 65 *ter* sont abrogés et remplacés par les dispositions prévues dans le présent paragraphe :

« La commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation se compose des organisations professionnelles d'employeurs et de salariés signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

Chacune des organisations syndicales de salariés désigne au maximum 2 représentants pour participer aux réunions de la commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation (permanents des organisations syndicales de salariés compris).

Chacune des organisations professionnelles d'employeurs désigne au maximum 2 représentants pour participer aux réunions de la commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation (permanents des organisations d'employeurs compris).

La commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation a pour missions d'examiner :

- tous les différends constituant un problème d'interprétation de la convention collective nationale ;
- tous les différends constituant un problème d'application de la convention collective nationale.

La commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation est saisie par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à l'organisation professionnelle d'employeurs à laquelle adhère l'entreprise concernée. Les coordonnées des organisations sont annexées au présent accord. La lettre de saisine doit exposer succinctement la question posée.

La commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation se réunit dans les 2 mois maximum suivant la saisine. Sa présidence est assurée par le président de la commission paritaire nationale de la négociation collective.

Lorsque la commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation est réunie pour régler un différend concernant l'application de la convention collective nationale, elle entend obligatoirement les parties au litige séparément et/ou contradictoirement. Elle peut, en outre, prendre tout avis qu'elle juge utile auprès d'experts et entendre toute personne qu'elle jugera bon.

Lorsque les propositions formulées par la commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation sont acceptées à la majorité simple des voix exprimées par les commissaires présents ou représentés (tous collègues confondus), un procès-verbal d'interprétation ou de conciliation est rédigé séance tenante puis signé par les commissaires présents. Cet accord prend effet obligatoire dès son dépôt auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et du secrétariat du conseil de prud'hommes.

Un commissaire salarié ou employeur ne peut utiliser sa voix lorsqu'il participe à une réunion ayant à examiner un différend dans lequel son entreprise est partie.

Si la commission ne parvient pas à formuler des propositions ou si la condition de majorité n'est pas remplie, il est établi séance tenante un procès-verbal de non-conciliation signé par les commissaires présents. »

Article 4

Règles de fonctionnement

Les règles de fonctionnement sont systématiquement applicables à toutes les commissions paritaires nationales prévues dans le présent accord. Elles permettent d'assurer une transparence dans le fonctionnement de la convention collective nationale et de tenir compte de son évolution.

Afin de permettre une communication transparente et efficiente du présent accord, les coordonnées des différentes organisations signataires de la convention collective nationale figurent en annexe.

4.1. Participation des négociateurs aux réunions paritaires

Il convient de faciliter la présence des négociateurs aux réunions paritaires de la convention collective nationale.

Aussi, les salariés d'entreprises représentant leur organisation syndicale appelés à participer aux réunions des commissions paritaires nationales bénéficient d'une autorisation d'absence. Les réunions paritaires ne pourront entraîner aucune perte de salaire pour les participants salariés.

Les salariés concernés sont tenus d'informer préalablement leur employeur de leur participation aux réunions paritaires.

Les salariés d'entreprises appelés à participer aux réunions paritaires doivent obligatoirement bénéficier du repos quotidien légal de 11 heures consécutives avant de reprendre leur poste de travail. Le point de départ du calcul des heures de repos commence à l'heure où le salarié arrive dans sa localité.

4.2. Ordre du jour

La détermination du contenu de l'ordre du jour appartient aux organisations d'employeurs et de salariés qui composent les commissions paritaires nationales. Aucun point mis à l'ordre du jour par les différentes organisations syndicales d'employeurs et de salariés ne pourra être écarté des négociations et fera l'objet d'un examen spécifique et d'une réponse circonstanciée.

4.3. Fonctions de la présidence

La fonction de président telle qu'elle est prévue aux articles 3.1 (CPNNC), 3.2 (CPNEFP) et 3.3 (CPNIC) est bénévole. Ce dernier a pour fonction exclusive l'animation des réunions des commissions paritaires nationales prévues dans le présent accord.

Le président d'une commission paritaire nationale, quelle que soit la commission qu'il anime, n'est pas le mandataire de celle-ci, et donc ne détient à ce titre aucun mandat de représentation.

4.4. Assistance dans l'organisation matérielle des réunions (secrétariat)

Le président se fait assister dans l'organisation matérielle des réunions des commissions paritaires nationales (convocation de la réunion et rédaction du relevé de conclusions) par le SNIV, la FNICGV, la FNEAP ou, à défaut, une autre organisation professionnelle d'employeurs, avec alternance chaque année de l'organisation professionnelle d'employeurs chargée du secrétariat. L'alternance a lieu au moment de la désignation du nouveau président d'une commission paritaire nationale.

Lorsqu'elle fournit l'assistance matérielle des réunions paritaires, l'organisation professionnelle d'employeurs chargée du secrétariat ne peut agir au nom et pour le compte des organisations signataires de la convention collective nationale.

4.5. Communication et règles de transparence (transmission des documents)

La notification de toute information concernant le champ d'activité des commissions paritaires nationales et de toute décision de celles-ci doit faire l'objet d'une information, par tous moyens, de l'ensemble des organisations signataires de la convention collective nationale.

Article 5

Clause de dérogation

Par dérogation, les dispositions relatives à la désignation du président de la commission paritaire nationale de la négociation collective ne seront pas applicables durant la mise en place de la commission mixte paritaire.

TITRE II

FINANCEMENT DU PARITARISME DANS LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

Article 6

Contribution au financement du paritarisme

Tous les employeurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes sont tenus de contribuer annuellement au financement du parita-

risme à hauteur de 0,1 % du montant des rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale.

Article 7

Recouvrement de la contribution

La cotisation prévue à l'article 6 du présent accord est recouvrée par un organisme collecteur de prévoyance, en même temps et dans les mêmes conditions, mais distinctement, que les cotisations affectées au financement de la prévoyance et de la retraite complémentaire.

Par dérogation, pour l'année 2009, elles seront recouvrées le mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension du présent accord au *Journal officiel* sur l'intégralité des rémunérations de l'année 2009 telles que définies à l'article 6.

Cet organisme est désigné par les statuts de l'association prévue à l'article 8 du présent accord, à laquelle il reverse les cotisations collectées.

Par souci de simplification du dispositif de collecte, une contribution annuelle forfaitaire de 100 € est appelée auprès des employeurs déclarant moins de 100 000 € de rémunération annuelle entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale.

Les modalités applicables au paiement (échéance, recouvrement, pénalités de retard...) seront définies par décision de l'association paritaire définie à l'article 8.

Article 8

Création d'une association paritaire de gestion du fonds du paritarisme

Les organisations signataires du présent accord s'entendent pour créer une association paritaire de gestion du fonds du financement du paritarisme pour en assurer de manière transparente la gestion financière.

L'association a pour objet :

- de mandater l'organisme gestionnaire pour l'appel et le recouvrement de la contribution instituée à l'article 3 du présent accord ;
- de gérer le fonds du financement du paritarisme et veiller à sa répartition conformément à l'affectation prévue par l'article 9 du présent accord ;
- de permettre la réalisation d'études ;
- de faciliter le développement de la négociation collective par la formation des négociateurs et l'organisation de leurs rencontres ;
- et plus généralement d'assurer la communication, l'information et le suivi financier auprès de la commission paritaire nationale de la négociation collective.

L'association sera dotée de statuts et d'un règlement intérieur précisant son fonctionnement.

Article 9

Prise en charge

Le montant global des cotisations recueillies au titre des articles 6 et 7 par l'organisme collecteur désigné sera affecté comme suit :

9.1. Frais de fonctionnement

Sont pris en charge :

- les frais de collecte de la contribution au financement du paritarisme ;
- les frais liés au fonctionnement de l'association de gestion du fonds du paritarisme ;
- les frais liés à l'organisation matérielle des réunions paritaires (frais de location de salle, documentaires et supports, le cas échéant...) ;
- les frais liés aux déplacements des salariés d'entreprise représentant leur organisation patronale et ceux représentant leur organisation syndicale de salariés aux réunions paritaires, quels que soient les modes de transport utilisés pour les trajets domicile-gare et gare-lieu de la réunion ;
- les frais de repas et d'hébergement des salariés visés ci-dessus ;
- l'indemnisation (salaires) des entreprises pour la participation de leurs représentants « salariés » et « employeurs » à la négociation collective nationale.

La prise en charge des frais sera effectuée sur production des justificatifs originaux. Les modalités de prise en charge seront fixées dans le règlement intérieur de l'association paritaire de gestion du fonds du paritarisme.

9.2. Exercice du syndicalisme « patronal » et « salarial »

Après déduction des sommes relevant du précédent paragraphe, les cotisations collectées au titre des articles 6 et 7 sont affectées pour moitié aux organisations professionnelles d'employeurs et pour moitié aux organisations syndicales de salariés signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

a) Organisations syndicales de salariés

En ce qui concerne la répartition entre les organisations syndicales de salariés, elle se décompose comme suit :

- 10 % répartis de manière égale entre toutes les organisations soit 1/5 pour chaque organisation ;
- 90 % répartis entre les 5 organisations syndicales à hauteur des taux ci-après : CGT 26,9 %, CFDT 25,85 %, FO 24,65 %, CFTC 6,75 %, CGC 5,85 %.

Cette répartition sera modifiée en 2013, par avenant au présent accord, pour tenir compte de la représentativité des syndicats sur la base des résultats des élections professionnelles conformément à la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail.

b) Organisations professionnelles d'employeurs

En ce qui concerne la répartition entre les organisations professionnelles d'employeurs, elle se décompose comme suit :

- 10 % répartis de manière égale entre toutes les organisations soit 1/6 pour chaque organisation ;
- 90 % répartis entre les 6 organisations à hauteur de la masse salariale de leurs adhérents assujettis à la cotisation visée à l'article 6.

Article 10

Dépôt. – Extension. – Entrée en vigueur

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, lequel entrera en vigueur le jour suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 13 mai 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNIV ;
SNCP ;
SYNAFAVIA ;
CNTF.

Syndicats de salariés :

FGA CFDT ;
FNAF CGT.

ANNEXE

Coordonnées des organisations signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes

SNIV

17, place des Vins-de-France, 75012 Paris

Tél. : 01-53-02-40-04, fax : 01-43-07-62-66

SNCP

17, place des Vins-de-France, 75012 Paris

Tél. : 01-53-02-40-03, fax : 01-43-47-31-41

SYNAFAVIA

2, rue Alain-Fournier, 45130 Saint-Ay

Tél. : 02-38-44-22-19, fax : 02-38-44-25-98

CNTF

111, rue de l'Aubrac, V 209, 94535 Rungis Cedex

Tél. : 01-46-75-93-20, fax : 01-45-60-91-71

FNICGV

17, place des-Vins-de-France, 75012 Paris

Tél. : 01-53-02-40-15, fax : 01-43-47-28-58

FNEAP

91, avenue de la République, 75540 Paris Cedex 11

Tél : 01-43-38-20-40, fax : 01-43-38-71-37

FGTA FO

7, passage Tenaille, 75014 Paris

Tél. : 01-40-52-84-90, fax : 01-40-52-85-12

FNAF CGT

263, rue de Paris, Case 428, 93514 Montreuil Cedex

Tél. : 01-48-18-83-27, fax : 01-48-51-57-49

CFE-CGC Agro

QEON, 29360 Clohars-Carnoët

Tél. : 06-85-94-70-51

CSFV-CFTC

BP 43, 61700 Domfront

Tél. : 02-33-38-84-60, fax : 02-33-38-84-60

FGA CFDT

47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris Cedex 19

Tél. : 01-56-41-50-50, fax : 01-56-41-50-30

Ministère économie, industrie et emploi : présidence de la commission mixte paritaire

DGEFP, 7, square Max-Hymans, 75741 Paris Cedex 15

Tél. : 01-43-19-29-14, fax : 01-43-19-32-78